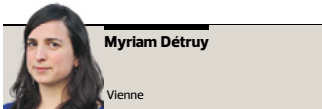




Mélanie Thompson, ancienne victime d'un réseau de proxénètes à New York, s'exprime lors d'une conférence contre la traite des êtres humains et l'esclavage moderne, les 8 et 9 avril à l'OSCE, à Vienne.

OSCE/MICKY KROELL

La technologie au secours de la lutte contre l'exploitation sexuelle



Myriam Détru

Vienne

Mélanie Thompson avait 12 ans quand elle est entrée dans un appartement new-yorkais sans savoir qu'elle allait perdre pendant de longues années son innocence et sa liberté. Elle sortait du cinéma avec deux amies lorsqu'elles ont rencontré deux garçons de leur école, un peu plus âgés qu'elles, qui les ont invitées à participer à des jeux à boire. La préadolescente a vite perdu le contrôle et s'est endormie. Lorsqu'elle s'est réveillée, l'un des garçons était en train d'abuser d'elle. Alors qu'elle voulait fuir, un homme plus âgé s'est interposé, l'a mise sur son épaule et l'a emmenée à un autre endroit, où il l'a enfermée. Personne n'a entendu ses appels à l'aide. L'homme lui a alors montré la rue, et ce qu'elle allait y faire : vendre son corps pour le compte de celui-ci. Chantage, violences physiques et psychologiques ont vite eu raison de ses tentatives d'échapper à son bourreau. Après la rue, il l'a emmenée dans des clubs de strip-tease. Puis il a découvert backpage.com, un site américain de petites annonces.

On pouvait y trouver des offres immobilières, des voitures d'occasion, des propositions d'emploi. Il y avait aussi une section de rencontres pour adultes. Sauf que les adultes ne l'étaient pas toujours. « Mon proxénète, qui rédigeait les annonces, disait que j'avais 21 ans », a témoigné Mélanie Thompson, lors d'une conférence contre la traite des êtres humains et l'esclavage moderne qui s'est tenue les 8 et 9 avril à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à Vienne. « Les proxénètes et les trafiquants peuvent mettre leurs victimes en ligne sans indiquer leur identité réelle : faux nom, autre visage, âge modifié... Personne ne vient vérifier. » Accusée de trafic d'êtres humains impliquant des enfants et des adolescents, la plateforme a été fermée en avril 2018 et ses dirigeants, poursuivis.

40 millions de victimes dans le monde

Mais backpage.com est loin d'être le seul site fonctionnant ainsi. « La technologie joue un rôle énorme dans l'augmentation du trafic et de la prostitution », déclare Mélanie Thompson, sortie de l'enfer grâce à deux détectives qui recherchaient des personnes disparues, et désormais active dans la lutte contre l'exploitation sexuelle. « Les trafiquants profitent des progrès d'Internet. Ils ont désormais la possibilité d'exploiter de nombreuses femmes en même temps, via les sites comme backpage.com. Alors que dans la rue ils ne peuvent en contrôler qu'une seule, ils peuvent accroître leurs profits en vendant plusieurs corps à la fois. » Cette criminalité informatique ne s'arrête pas aux sites de petites annonces. Pour recruter leurs victimes, les trafiquants manipulent les réseaux sociaux, se créant par exemple un faux profil et intervenant dans un groupe partageant un intérêt commun pour proposer du travail. Via le réseau social russe Odnoklassniki, plusieurs centaines de femmes

La criminalité informatique joue un rôle évident dans l'augmentation du trafic humain. La guerre contre ce fléau passe par l'utilisation de nouvelles technologies, allant de simples applications à l'analyse de blockchains, en passant par l'intelligence artificielle.

ont ainsi répondu à une alléchante offre d'emploi de danseuses dans des boîtes de nuit à l'étranger. Leur employeur potentiel leur a demandé de le contacter sur la messagerie cryptée WhatsApp afin d'organiser leur contrat et leur arrivée. Une fois sur place, les victimes ont appris qu'elles avaient une dette à rembourser en moins de six mois, et ont été expressément incitées à vendre des services sexuels pour s'en acquitter au plus vite.

Parfois, dans les cas d'exploitation de mineurs, ce sont les parents eux-mêmes qui vendent leurs enfants en ligne. Parfois encore, les trafiquants tournent des vidéos d'abus d'enfants qu'ils vendent sur Internet. Ils savent pertinemment utiliser les fonctionnalités garantissant leur anonymat. « Leur temps de réaction est très rapide, et la technologie dématérialise tout, souligne Bénédicte Lavaud-Legendre, juriste et chercheur à l'université de Bordeaux. Les cartes prépayées masquent les identités, les numéros de téléphone changent en permanence et les législations sont toujours contournées. Il est donc très difficile de réprimer ces pratiques clandestines. »

D'après un rapport publié en 2017 par l'Organisation internationale du travail, 40 millions de personnes sont victimes d'esclavage moderne à travers le monde. Cela regroupe non seulement les victimes d'exploitation sexuelle, soit 3,8 millions d'adultes et 1 million d'enfants, mais aussi le travail et les mariages forcés. Au total, 71 % de ces personnes sont des femmes, et un quart sont des enfants. Le travail forcé produit, d'après les estimations, 150 milliards de dollars de profits illicites par an. Son éradication d'ici à 2030 est un des objectifs du programme de développement durable fixés en 2015 par l'ONU. Depuis 2004, un réseau de coopération non officiel des organisations internationales et des acteurs de la société civile aide les États membres de l'OSCE à lutter contre ces activités criminelles, notamment par le biais de la technologie.

Plusieurs représentants de ce réseau étaient présents à Vienne, comme l'organisation Tech Against Trafficking (TAT), qui regroupe des entreprises de la tech comme Amazon, AT&T, BT, Microsoft, Nokia, Salesforce.org et Vodafone. Elle a recensé plus de 260 outils de lutte contre la traite des êtres humains. Cela va de la simple application à l'analyse de blockchain pour les paiements en cryptomonnaies, en passant par la reconnaissance faciale et l'intelligence artificielle. Ainsi, au Royaume-Uni, où plus de 13000 personnes seraient victimes d'esclavage moderne, un organisme de charité, Unseen, a créé une application pour que chacun puisse rapporter des comportements suspects. Des éléments pour les repérer sont donnés, ainsi que les contextes dans lesquels ce travail clandestin est répandu. Unseen n'en est pas à son premier outil, car il avait déjà créé en 2016 un service d'assistance téléphonique pour les

victimes d'esclavage moderne. Aux États-Unis, dans le cadre d'un projet philanthropique soutenu par le mouvement Seattle Against Slavery, des employés de Microsoft ont créé un logiciel capable de dialoguer avec des clients potentiellement intéressés par des annonces sur des plates-formes de prostitution. Il peut prétendre être la personne présentée dans l'annonce, poser des questions sur l'âge, les services souhaités et les tarifs. Il peut aussi faire comprendre de manière plus ou moins explicite que le client a affaire à un mineur. Dès que la transaction semble conclue, un message d'avertissement apparaît afin de dissuader l'acheteur de recommencer.

L'expertise des survivants

D'après l'ONG Thorn, cofondée par les acteurs Ashton Kutcher et Demi Moore, plus de 200000 petites annonces d'escort sont posées chaque jour aux États-Unis. Des enfants figurent parmi les personnes sexuellement exploitées. Dans le but de les repérer, Thorn a mené une étude auprès de jeunes victimes en leur demandant comment la technologie avait joué un rôle avant, pendant et pour sortir de leur esclavage. Sachant que les deux tiers d'entre eux avaient été vendus en ligne, l'ONG a inventé un logiciel capable de collecter les données éphémères liées à ce trafic, réduisant les temps d'enquête de la police.

Aider les enquêteurs, c'est également ce que souhaite Bénédicte Lavaud-Legendre, à l'aide d'un outil qu'elle est en train d'élaborer au sein d'une équipe pluridisciplinaire et avec le soutien du GIP Mission de recherche Droit et Justice. La juriste s'est associée à une sociologue, Cécile Plessard, et à un informaticien, Guy Mélançon, afin de reconstituer le fonctionnement d'un réseau criminel. « Les modes de surveillance des proxénètes ont considérablement changé, explique-t-elle. Avant, on pouvait suivre les choses qui se passaient dans la rue. Maintenant, on connaît moins la structure des réseaux qui se sont formés avec la technologie. Mais on peut faire un travail à partir des données judiciaires, comme les écoutes et les surveillances. » L'idée est d'identifier le rôle de chaque individu au sein du réseau. Bénédicte Lavaud-Legendre analyse pour cela les informations relatives à des réseaux déjà démantelés. « Au-delà de savoir si la personne était par exemple un proxénète, un passeur ou une prostituée, nous essayons de connaître son voisinage relationnel et l'environnement social et culturel. Il faut s'intéresser à tous ces paramètres pour comprendre le fonctionnement du réseau. » Grâce à cet outil, une audience peut bénéficier d'éléments complémentaires sur le rôle de chacun des prévenus.

« Les stratégies développées pour lutter contre la traite d'êtres humains ne peuvent se passer des voix des survivants, comme la mienne », a ajouté Mélanie Thompson. La jeune femme de 22 ans a commencé des études dans le social. Elle ne compte plus ses interventions pour sensibiliser les politiques et le grand public au problème de l'exploitation sexuelle. « Seuls les survivants connaissent les codes et le langage utilisés par les trafiquants sur Internet. Ils ont une expertise vécue, que ce soit dans la rue, avec les proxénètes, les clients ou la prostitution. Sans eux, une solution ne sera pas 100 % efficace. On a besoin de personnes qui savent comment naviguer dans ces technologies utilisées contre elles afin de lutter pour elles. » ■

Les proxénètes et les trafiquants peuvent mettre leurs victimes en ligne sans indiquer leur identité réelle : faux nom, autre visage, âge modifié... Personne ne vient vérifier.

MELANIE THOMPSON, VICTIME D'EXPLOITATION SEXUELLE